

# L'INVESTISSEMENT, NERF DE LA BATAILLE ÉCONOMIQUE

Toutes les analyses économiques récentes soulignent l'importance d'une croissance solide, durablement supérieure à 1,5 %, comme seul moyen crédible susceptible de stopper la hausse continue du chômage en France. En effet, notre pays est victime de trois maux réhivitoires :

- une tendance à privilégier les droits acquis (et, en particulier, ceux qui ont un travail, par rapport à ceux qui n'en ont pas) ;
- une propension à chercher des solutions de court terme (« replâtrage ») plutôt que des réformes de long terme ;
- une tentation permanente à préférer des interventions publiques (Etat ou collectivités locales), plutôt que des réponses émanant du secteur privé ; d'où un ratio de 57 % de dépenses publiques par rapport au PIB, record absolu pour l'ensemble des pays industrialisés.

En conséquence, la confiance des chefs d'entreprise dans l'avenir évolue au plus bas, ce qui se retrouve dans le comportement de ceux-ci, face à l'investissement. Cela apparaît préoccupant et se matérialise selon trois directions :

- la panne d'investissement de long terme de la part des entreprises françaises ;
- la moindre attractivité du site « France » de la part des investisseurs étrangers ;
- La délocalisation d'une part croissante de nos investissements industriels vers l'étranger.

Revenons sur chacun de ces points.

## 1- LA PANNE D'INVESTISSEMENTS DE LONG TERME EN FRANCE

Les statistiques sont formelles : l'investissement industriel français a baissé depuis 5 ans et n'a pas retrouvé son niveau d'avant la crise financière de 2007-2008<sup>(1)</sup>. On prévoit, pour 2016, une « petite » hausse de seulement 2,6 % (Institut COE-REXECODE). Pourtant, l'Etat a multiplié les « gestes » pour améliorer la compétitivité des produits français : création du CICE et du « Pacte de Responsabilité », « sanctuarisation » du Crédit Impôt Recherche (C.I.R.), complété par un Crédit Impôt Innovation (C.I.I.), à destination des PME ; ouverture des commandes publiques aux sociétés de petite taille (montant évalué à 1,5 milliard d'euros). En plus, les entreprises peuvent, depuis le 15 avril dernier, amortir jusqu'à 140 % de la valeur de « leurs investissements productifs ». Mais rien n'y fait !

C'est que les points négatifs subsistent. Le coût du travail reste trop élevé<sup>(2)</sup>, car les prélèvements sur les entreprises approchent les 65 % (si l'on ajoute les charges sociales et les différents impôts et taxes), soient 15 points de plus qu'en Allemagne. A cela s'ajoutent les contraintes bureaucratiques incarnées par un code du travail qui fait 3 500 pages et des textes réglementaires qui s'empilent d'année en année<sup>(3)</sup>. Dans le même temps, de nombreuses entreprises emblématiques de l'industrie française ont été rachetées par des intérêts étrangers : Arcelor par Mittal en 2006 ; Rhodia par Solvay en 2011 ; PSA par le Chinois Dongfeng en 2014. Le mouvement s'accélère en 2015 : Fosun (Chine) rachète le Club Med ; Nokia s'empare d'Alcatel-Lucent ; la société Lafarge est reprise par le suisse Holcim et General Electric avale Alstom. Même si ces acquisitions n'entraînent pas automatiquement des désinvestissements en France (ainsi Mittal va investir 40 millions dans le site de Fos-sur-Mer), il est toujours inquiétant de voir les centres de décisions quitter la France (rappelons le précédent créé par Péchiney disparu définitivement après le rachat par Alcan).

Pour résumer, la baisse des investissements en France résultent, en grande partie, d'une perte de confiance dans l'avenir du site « France », compte tenu de la détérioration continue des conditions de fonctionnement locales (faible croissance) provoquées par l'environnement économique, social (cf. la récente polémique à Air France), fiscal et administratif.

Comme nous allons le voir dans la deuxième partie de cet édito, cette situation « préoccupante » se traduit aussi par un manque d'intérêt des investisseurs étrangers à l'égard de notre pays et cela malgré les rachats de quelques grosses sociétés du CAC 40.

## 2- L'ATTRACTIVITÉ DU SITE « FRANCE » TEND À DIMINUER

Commençons par brosser un tableau actuel des flux d'investissements internationaux. Ceux-ci ont représenté 1 230 milliards de dollars en 2014 (en baisse de 14 % par rapport à 2013). C'est l'Asie qui reste le site d'investissement privilégié, avec 55 % du montant total, alors que l'Europe est à la traîne (- 11 % en 2014). Sur le podium, on trouve : la Chine (Hong-Kong compris) avec 232 milliards, puis les Etats-Unis (92 milliards) et le Royaume-Uni, avec 72 milliards.

En terme d'activité sectorielle, ce sont les services qui se taillent la part la plus substantielle (avec 63 %), alors que l'industrie n'atteint que 27 %, le solde étant occupé par le primaire (matières premières).

Parmi les grandes tendances de ces dernières années, on notera les points suivants : importance accrue des flux entre pays émergents, en particulier en raison de l'arrivée massive des investissements chinois en Afrique ; rôle mineur joué par le Japon, qui investit moins de capitaux à l'étranger et en reçoit peu ; ouverture progressive de l'Inde (35 milliards en 2014) et augmentation des fusions transfrontalières.

Ces statistiques sont importantes, dans la mesure où les flux se dirigent en général vers les régions les plus attractives, soit en termes de coûts de production, plus faibles (Asie du Sud-Est ou Afrique par exemple), soit en termes de marché local (Etats-Unis ou Chine, à titre d'illustration). En général, les IDE<sup>(4)</sup> entraînent également des flux commerciaux complémentaires : exportations de composants et de pièces détachées vers les filiales étrangères ou importations de produits finis vers la maison-mère, en cas de délocalisations liées à l'optimisation des coûts de fabrication. S'y ajoutent des flux financiers supplémentaires : financements (par capitaux propres ou par dette) dans un sens, rapatriements de dividendes ou rémunérations associées (brevets, licences), dans l'autre sens.

De ce fait, la France doit s'efforcer d'accueillir de nouveaux investissements étrangers, qui créeront de la valeur ajoutée et des emplois, comme lorsque Toyota a construit une usine automobile à Valenciennes. Or la France perd des places dans le classement mondial, n'étant même plus dans les 10 premiers pays (cf. les statistiques de la CNUCED). En outre, l'essentiel des investissements étrangers en France correspond à des rachats d'entreprises et non à des créations ex nihilo (en anglais « greenfields »), ce qui limite fortement l'impact positif de ces opérations sur l'emploi et la croissance.

## 3- LES ENTREPRISES FRANÇAISES CONTINUENT À DÉLOCALISER

Selon les données statistiques de la CNUCED et du Ministère des Finances, le montant des investissements français à l'étranger dépasse largement le montant des investissements étrangers en France, confirmant le sentiment de « désindustrialisation » dont nous souffrons.

Ces « délocalisations » sont en grande partie dictées par le bon sens : il est plus facile de conquérir les marchés étrangers si l'on produit sur place plutôt que par l'export et cela d'autant plus que le coût de production est plus faible localement (la Chine est un bon exemple). Pour espérer continuer à fabriquer en France, il faut privilégier les biens à haute valeur ajoutée, qui ne sont pas concurrencés directement (donc relativement « inélastiques » au prix).

En conséquence, hormis quelques « relocalisations » très ponctuelles (skis Rossignol ou Décathlon), la tendance reste largement orientée vers l'investissement au plus près du marché, tel Renault s'implantant en Russie ou au Maroc et EDF participant à la construction d'une centrale nucléaire (EPR) en Grande-Bretagne.

Pour terminer, ces différents points soulignent une fois de plus l'importance des prévisions de croissance pour déclencher des programmes d'investissements nouveaux. Avec des chiffres médiocres<sup>(5)</sup> de croissance attendue (1 %/1,5 %), la France ne peut rivaliser ni avec les pays émergents (4 % - 5 %), ni même avec les meilleurs des pays industrialisés (Etats-Unis, Grande-Bretagne, Allemagne, voire Espagne). C'est cette vérité, certes dérangeante qu'il va falloir accepter.

Bernard Marois

<sup>(1)</sup> En parallèle, la productivité moyenne annuelle a fortement baissé, passant de 1 % (période 2002-2008) à 0,3 % (période 2008-2014).

<sup>(2)</sup> Fin 2014, le coût de l'heure de travail en France atteignait 35,60 euros, contre 32,80 en Allemagne et 21,20 en Espagne.

<sup>(3)</sup> Ainsi, le MEDEF a identifié 400 000 textes réglementaires et 80 codes, qui augmentent de 5 % à 10 % par an.

<sup>(4)</sup> Les « Investissements Directs à l'Etranger », tels qu'ils sont nommés dans les statistiques des balances de paiements.

<sup>(5)</sup> Ces performances, si on les rapporte à notre démographie, sont même décevantes (0,5 % de croissance du PIB/habitant), compte tenu de notre « potentiel » économique et à « un alignement des planètes » très favorable (baisse de l'euro, taux d'intérêt faibles, prix du pétrole bas). La faute à une politique économique inadéquate.